Depuis décembre 2012 date à laquelle, nous avions été informés, par la bande (documents de travail du Comité Technique Académique) et sans aucune consultation préalable, d'un **projet de fermeture de la dernière section CAP du Lycée**, le rectorat n'avait pas encore daigné éclaircir la situation, qu'il s'agisse des raisons de ce projet de fermeture ou du calendrier le concernant. Cette semaine, nous avons enfin une réponse, mais nous ne saurions nous en satisfaire.

Nous nous étions élevé contre la manière dont cette décision nous avait été communiquée, et plusieurs actions avaient été menées (grèves, conférences de presse, infos aux parents, liaison avec d'autres établissements touchés,…).

Envisager la fermeture de la section nous paraissait totalement irresponsable au regard des besoins, tant des élèves que de la profession, et surtout, cela ne tenait aucun compte de l'environnement scolaire ou socio-économique du Lycée
Il y a toujours eu ici, une section Peinture de niveau V.
Pendant très longtemps nous avons eu CAP et BEP, puis BEP qui, il y a 4 ans a été supprimé, comme la plupart des BEP, pour être "fondu" dans les Bac Pro. La durée de la scolarité dans la "voie professionnelle" étant réduite de 4 à 3 ans, permettant ainsi de substantielles économies, en moyens financiers et humains.
A cette occasion, et pour parer à l'absence de section de niveau V dans ce domaine du bâtiment, le BEP a été transformé en CAP Peintre.

Habituellement ces sections offrent 15 places aux élèves, depuis deux ans le rectorat répondant aux souhaits d'économie du gouvernement, a réduit ce nombre à 12 et il ne nous pas donné, non plus, les moyens de faire fonctionner cette section.
Celle-ci est dotée de deux postes d'enseignants de peinture, mais seul un poste est pourvu et aucun nouveau professeur titulaire n'a été affecté depuis la création de la section.

Ce ne sont ni le cursus proposé, qui trouve un large écho auprès des familles comme auprès des artisans du secteur, ni les méthodes pédagogiques, ni l'environnement éducatif du LP d'Aubin qui sont en cause ici, mais bien les menées administratives du Rectorat (et plus largement des Ministères qui se sont succédés ces dernières années).

Après la réforme catastrophique du Bac pro 3 ans, il s'agit encore et toujours, d'affaiblir la formation professionnelle sous statut scolaire. Malgré de grandes envolées lyriques, la loi d'orientation, pour les lycées professionnels, ne montre aucun changement de politique, bien au contraire ! On continue a conforter le patronat dans sa mainmise sur les diplômes par voie d'apprentissage. Particulièrement ceux de niveau V.
Depuis 4 ans la volonté des différents gouvernements est bien de supprimer toute forme de formation initiale de niveau V sous statut scolaire au profit de l'apprentissage et en vue de l'intégration prochaine des LP dans un dispositif régional et non plus académique.

Face à ces menaces de suppression, nous demandions, non seulement l'abandon du projet de fermeture du CAP, mais aussi, l'ouverture d'un Bac Professionnel Aménagement-Finition du Bâtiment, dominante peinture.
Aujourd'hui, le rectorat essaie de nous rassurer en nous promettant l'ouverture de ce Bac Pro, mais le compte n'y est pas.
D'une part, parce que, au lieu d'avoir deux ou trois classes (telles les ex-CAP1 et CAP2) ouvertes dans chaque discipline d'enseignement général, il n'y en aura aucune de créée avec ce bac pro. On se contentera de rajouter les élèves aux classes existantes de même niveau. Et nous perdrons des heures d'enseignement général et donc des postes !
Déjà, bien qu'ayant 5 Bac Pro différents, nous n'avons que deux classes par niveaux (une qui regroupe trois filières et une qui rassemble les deux autres)… en gros au lieu d'avoir 5, et bientôt 6,

classes de 10-12 élèves, ou 3 ou 4 classes de 15-25 élèves, en français, maths, sciences, dessin, pse, gestion, hist et géo, langues, etc… on n'en aura que deux de 35-40 élèves, toutes filières confondues…

D'autre part, parce que **la question du devenir des gamins en difficulté scolaire reste en suspens, ainsi que celle hautement politique -avec la bénédiction des gouvernements successifs et des Régions- de la mainmise des CFA et chambres consulaires sur les apprentis et la manne financière qu'ils représentent…**

Plus rageant, dans notre domaine (bâtiment/artisanat) et, surtout, à ce niveau de diplôme, les petits patrons concernés ne veulent pas d'apprentis… ils n'ont ni le temps de les former, ni les moyens de les assurer et rémunérer. Donc les gamins vont rester sur le carreau, ou s'inscrire à la fin de l'été dans les CFA et abandonner au bout d'un mois ou deux !!!
Chaque année, environ 140 000 jeunes sortent sans qualification du système scolaire.
La première année de la mise en place des Bac Pro dans l'Académie de Toulouse, ce sont 5000 ex-élèves qui se retrouvaient sans affectation en septembre…
Combien de jeunes se fourvoient dans l'apprentissage ? Impossible de le savoir, les chiffres de l'échec des CFA ne sont jamais communiqués.
Et…
Qu'est-ce qui coûte le plus cher ?
Une formation sous statut scolaire, ou des vies gâchées ?
Il faut continuer ce combat et élargir le débat au pays tout entier.
L'apprentissage, principalement au niveau V, sert quels intérêts ?
Pas celui des apprentis, soyons-en certains !